

Déclaration de Buenos Aires

La Déclaration suivante a été adoptée par le Conseil d'Administration de l'Association internationale des Universités et les Chefs de quarante universités publiques et privées de douze pays d'Amérique latine qui participaient à la dixième Table ronde de l'AIU qui s'est tenue en novembre 1994 à Buenos Aires.

1. Le Conseil d'Administration de l'AIU et la Table ronde mettent l'accent sur la contribution essentielle de l'enseignement supérieur et de la recherche au développement de toutes les régions du monde.
2. Sortir de l'engrenage de la dépendance et du sous-développement est vital pour les économies des pays en développement. La propriété et le progrès des connaissances et la formation de ressources humaines hautement qualifiées sont aussi nécessaires pour les pays les moins développés que pour les pays développés.
3. L'AIU souligne le rôle central et incontournable des gouvernements dans l'attribution des ressources nécessaires à l'enseignement supérieur et à la recherche. Bien que les fonds provenant de sources privées puissent constituer un financement complémentaire de l'enseignement supérieur, on ne peut vraiment s'attendre à ce que ce type de financement influe fortement sur la crise actuelle subie par les systèmes d'enseignement supérieur des pays en développement.
4. Lors de la sixième Table ronde de l'AIU tenue à Harare (Zimbabwe) en 1987, une Déclaration a été adoptée en réponse au document publié par la Banque mondiale, *The Financing of Education in Developing Countries*. La Déclaration de Harare marquait son profond désaccord avec les principales recommandations de la Banque mondiale qui appelaient à réduire les investissements publics dans l'enseignement supérieur, à être de plus en plus tributaire d'investissements non publics dans l'enseignement supérieur et à un contrôle moins direct de l'Etat.
5. Le Conseil d'Administration de l'AIU et les Chefs d'universités participant à la dixième Table ronde de l'AIU à Buenos Aires constatent avec regret que la Banque mondiale, dans ses récentes recommandations concernant les prêts destinés à l'enseignement supérieur (*Higher education : The lessons of experience*), publiées en 1994, retient essentiellement les mêmes recommandations que celles faites aux gouvernements il y a sept ans à Harare. Ils déplorent aussi que la Banque mondiale persiste à lier l'octroi de prêts à la mise en application de ces mêmes conditions.
6. Ce retour à une approche déjà contestée ne peut que faire douter de la pertinence des généralisations du document de la Banque mondiale sur les leçons tirées des expériences récentes. L'incapacité de relier ses analyses et ses recommandations à une vision spécifique de la société et au rôle de l'enseignement supérieur au sein de celle-ci constitue l'une des principales faiblesses du document de la Banque mondiale. L'envergure étriquée des recommandations contraste fâcheusement avec les multiples visions de la société qui existent dans le monde.
7. L'AIU marque son profond désaccord et recommande que chacune de ses Universités membre refuse toute solution préconisée à la crise de l'enseignement supérieur qui reposerait uniquement sur les conditions économiques et financières et ne tiendrait pas compte des aspects politiques, culturels et historiques spécifiques et originaux de la vie nationale. Dans ce contexte, l'AIU recommande que ses Universités membre conseillent à leurs gouvernements d'étudier autant de points de vue que possible sur les options qui s'offrent aux pays en développement.